

La crise économique mondiale et ses effets sur le monde arabe

Nous savons à présent que la crise financière mondiale s'est propagée à l'économie réelle et que la récession est mondiale et sérieuse si l'on en croit les prévisions du FMI, revues déjà deux fois à la baisse.

Le monde arabe est, bien sûr, affecté et la région Mena (Moyen-Orient-Afrique du Nord) dans son ensemble, que les économies soient pétrolières ou pas, est concerné par la crise. Il est vrai que grâce aux performances de croissance atteintes ces dernières années et à l'accumulation de recettes d'exportations pétrolières, cette zone Mena a les capacités de résister au choc, sa position étant relativement meilleure. Les pays pétroliers de cette zone, plus particulièrement, ont les moyens de financer les politiques budgétaires expansionnistes qu'ils ont engagées en cette décennie 2000.

En effet, entre 2002 et 2008, les pays pétroliers du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui regroupe l'Arabie saoudite, le Koweït, les Emirats arabes unis, Oman, le Qatar et Bahreïn, ont accumulé, par les ventes de pétrole, 2 500 milliards de dollars. Les réserves de change

atteignent dans ces pays du CCG, 1 500 milliards de dollars. La plupart de ces pays disposent de fonds souverains consistants :

Fonds souverains	
Emirats arabes unis	875
Arabie Saoudite	300
Koweït	250
Qatar	50

(En milliards de dollars)

La part du secteur pétrolier dans le PIB est, en 2008 :

Part du secteur pétrolier	
Qatar	63 %
Koweït	55 %
Arabie Saoudite	53 %
Oman	43 %
Bahreïn	23 %

L'importance de ces recettes pétrolières s'est traduite, dans l'ensemble de ces pays, par des programmes colossaux d'investissements publics dans les infrastructures de base (routes, ports, aéroports) et l'immobilier. Dans ces pays du CCG, les dépenses publiques ont crû de 20% par an depuis quatre ans et le montant consacré aux investissements d'infrastructures encore en cours, est estimé à plus de 400 milliards de dollars.

Dans le même temps, ces pays ont stimulé la consommation par des hausses de salaire notamment dans la fonction publique ainsi qu'une augmentation des transferts sociaux.

On retrouve ici le programme algérien de relance : tout se passe comme si les pays pétroliers ont la même utilisation de la rente ! Les secteurs productifs et notamment industriels, les secteurs de la recherche innovation, les secteurs

des services à l'entreprise n'apparaissent pas dans l'allocation sectorielle de ces importantes ressources.

Les projets d'investissement

Secteurs	Emirats arabes unis	Arabie saoudite	Koweït	Qatar
Construction	88,7	43,6	73,2	40,2
Eau	0,8	3	4,1	1,5
Pétrochimie	-	19,7	1,7	9
Pétrole et gaz	7,8	20,4	19,5	36,6
Industrie	3,3	4,2	3,3	2,5
Total des investissements en Mds \$	660	370	250	140

* (L'essentiel des investissements dans les pays du CCG va à la construction d'hôtels, de centres commerciaux et de loisirs, d'infrastructures)

Malgré la baisse importante qu'enregistrent les prix du brut sur le marché mondial, l'ensemble des pays pétroliers de la région Mena annoncent maintenir les hauts niveaux de dépenses publiques, ce qui présage de déficits budgétaires abyssaux.

Les pays arabes non producteurs de pétrole ont connu, eux aussi, des taux de croissance économique significatifs durant ces quatre dernières années. La Tunisie et l'Egypte ont affiché des taux de croissance moyens sur la période de +5% par an. Le Maroc, et malgré les taux de croissance erratiques de son secteur agricole, a fait quatre points de croissance annuelle. Bien évidemment, ces pays non pétroliers connaîtront des difficultés financières plus fortes et la récession des économies occidentales, et notamment européennes, se répercutera par une contraction importante des exportations tunisiennes, marocaines et égyptiennes, surtout celles



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

de produits manufacturés. De même, les pays arabes non pétroliers (Jordanie, Liban, Syrie, Maroc, Tunisie) connaîtront une contraction de leurs ressources en devises qui proviendront du tourisme, des transferts privés ou des investissements directs étrangers.

Lorsqu'on sait qu'en 2008, les transferts, par exemple, ont représenté 6% du PIB en Egypte, 9% au Maroc, 5% en Tunisie et plus de 22% en Jordanie et au Liban, on mesure l'ampleur des contraintes financières que vont connaître ces pays. Le problème le plus lourd à gérer sera celui du chômage qui bénéficiera de moins en moins des programmes d'aide à l'emploi, financés par la dépense publique.

Entre la crise politique et sociale et le creusement du déficit budgétaire nul doute que la plupart des gouvernements des pays arabes choisissent la seconde voie.

A. B.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoiralgerie.com>
E-mail : info@lesoiralgerie.com

CONDOLÉANCES

La direction et l'ensemble du personnel de la clinique Diar Saâda, très touchés par le décès de Naïl, fils du docteur Kahouadji Nidal, présentent à la famille leurs sincères condoléances les plus attristées et prient Dieu de l'assister en cette douloureuse circonstance. Puisse Dieu accorder au défunt Sa Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Lièvre tu as dit ! Lièvre tu ne diras plus !

Lu hier en Une du Soir d'Algérie : «Que réserve Bouteflika aux islamistes ?» Réponse : le paradis...

... sur terre !

Teguia Mohamed, patron de la commission étatique de surveillance des élections, est très en colère. Il ne supporte plus, le brave homme, de lire des articles de presse affublant les cinq adversaires d'Abdekka du vocable «LIÈVRE». Teguia Mohamed est tellement en colère qu'il menace les femmes et hommes de plume de tous poils de représailles juridiques. Ya bouguelb ! Nous avons intérêt à obtempérer à son ordre. Car avant de se voir désigner par l'un des candidats à la tête de la commission de surveillance du prochain scrutin, Teguia Mohamed a eu à assumer le poste de ministre de la Justice. C'est donc que les représailles judiciaires, il en connaît un bout. Moi, je ne veux plus jouer avec le feu. J'arrête à partir d'aujourd'hui d'employer le mot «LIÈVRE». Je ne dirai plus de Moussa Touati qu'il est un LIÈVRE. Je ne dirai plus de Fawzi Rebbaine qu'il est un LIÈVRE. Je ne dirai plus de Louisa Hanoun qu'elle est un joli LIEVRE. Je ne dirai

plus de Mohamed Saïd qu'il est un LIEVRE. Et je ne dirai plus non plus de Djahid Younsi qu'il est un LIEVRE. Je m'y engage solennellement ! Ces cinq-là ne seront plus affublés du qualificatif LIÈVRE. D'ailleurs, et pour éviter toute confusion qui susciterait un surcroît de colère chez Teguia Mohamed, c'est carrément le mot LIÈVRE qui est désormais banni de cet espace. Plus question d'écrire LIÈVRE dans les trente lignes quotidiennes que vous me faites l'honneur de lire. Si je pouvais, si j'en avais le pouvoir, j'irais jusqu'à effacer toutes les chroniques dans lesquelles j'ai eu par le passé, avant le coup de sang de Teguia, à employer le mot LIÈVRE. A l'heure de la réconciliation nationale et de l'amnistie générale, il ne sera pas dit que je serai, moi, le malotru qui tente de déstabiliser le pays par l'emploi désormais délictueux du mot LIEVRE. Abadan ! Très officiellement, je bannis les LIEVRES de mon terrier. Au large, les LIEVRES ! Sus aux LIEVRES ! Mort aux LIEVRES ! Ici, Les LIEVRES ne passeront plus ! C'est la der des ders qui me verra employer dans la même chronique 17 fois le mot LIEVRE. Zut ! Maintenant, ça fait 18 ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.com